

Euro, Marine contre-attaque : l'Institut Montaigne est dirigé par un proche de Macron...

écrit par Christine Tasin | 22 février 2017

L'Institut Montaigne crie "au feu" à propos de la sortie de l'euro, espérant sans doute que la France, réduite à quia, renoncera à la retraite à 60 ans, à la semaine de 35 heures, au smic, à la sécurité sociale... et continuera de vendre ses bijoux de famille au Qatar...

La réponse de Marine a été simple et fulgurante.

En quelques mots elle a dénoncé la collusion de Macron et de l'Institut Montaigne :

Une expertise rejetée en bloc par Marine Le Pen qui s'en est pris directement aux auteurs du rapport: "Cet institut faisait en 2012 des publicités faisant l'apologie de [Nicolas Sarkozy](#) et est dirigé par le patron d'Axa, [Henry de Castries](#), qui est à l'origine de la destruction de la sécurité sociale proposée par [François Fillon](#), a-t-elle assurée. Quant à son dirigeant, Laurent Bigorgne, c'est un proche d'Emmanuel Macron, qui a hébergé En Marche!", a attaqué la candidate, qui estime que le retour à une monnaie nationale signifierait plutôt le retour de la "liberté politique et économique" de la France.

Elle aurait pu également rappeler que le même Institut Montaigne avait essayé de nous faire croire qu'il n'y aurait en France que 3 à 4 millions de musulmans...

Le Pen à boulets rouges sur la justice, Macron, Bayrou et... l'Institut Montaigne

Invitée de TF1 ce mercredi soir, la présidente du FN a réagi à la mise en examen de sa cheffe de cabinet Catherine Griset. Elle a également dénoncé l'alliance entre

François Bayrou et Emmanuel Macron et les critiques faites à l'encontre de son programme économique.

[Marine Le Pen](#) "conteste" à nouveau "formellement les faits". Invitée du 20 heures de TF1 ce mercredi, la présidente du Front National a dénoncé la "très forte activité judiciaire" autour de l'affaire des emplois présumés fictifs des assistants parlementaires du FN au Parlement européen. Une déclaration qui intervient alors que sa cheffe de cabinet, Catherine Griset, vient d'être mise en examen pour "recel d'abus de confiance".

LIRE AUSSI >> [Assistants parlementaires FN: la cheffe de cabinet de Le Pen mise en examen](#)

Également interrogée sur le [rapprochement](#) entre [François Bayrou](#) et [Emmanuel Macron](#), la candidate à l'élection présidentielle, elle déplore "des manoeuvres d'appareils".

"La justice ne doit pas perturber la présidentielle"

"Je conteste formellement les faits qui nous sont reprochés. La justice [...] ne doit pas venir perturber [...] la campagne présidentielle, car c'est un moment démocratique important, fondamental", a insisté Marine Le Pen sur TF1 la candidate FN à la présidentielle, au soir de la mise en examen de sa très proche collaboratrice Catherine Griset.

LIRE AUSSI >> [Assistants parlementaires FN: "Je n'ai jamais mis les pieds à Bruxelles"](#)

Dénonçant un "risque très lourd d'instrumentalisation de la justice", elle a également fustigé son manque, selon elle, de "sérénité et d'indépendance". "Tout le dit", a-t-elle résumé. Et de noter: "Cette enquête a été ouverte il y a deux ans. C'est assez étonnant que brutalement à deux mois de l'élection présidentielle il y ait cette forte activité judiciaire".

"Le retour de la veille politique"

Sans surprise, la présidente du FN est également revenue sur le fait politique du jour: [l'alliance annoncée entre Emmanuel Macron et François Bayrou](#), en vue de l'élection présidentielle.

“Il y a derrière le ralliement de Bayrou, une bonne vieille négociation aux législatives [...] C’est le retour de la vieille politique, des manoeuvres d’appareil”, a-t-elle assuré, rappelant les précédents pas toujours très chaleureux entre le maire de Pau et l’ancien ministre de l’Economie.

LIRE AUSSI >> [Quand François Bayrou étrillait \(très récemment encore\) Emmanuel Macron](#)

“François Bayrou, c’était celui qui parlait le mieux de Macron quand il dénonçait les grands intérêts financiers qui soutiennent Macron et pour qui il se présente. C’est incompatible avec la fonction de président de la république.”

“Vous allez entendre des choses délirantes”

Sur TF1, la présidente du FN a également eu des mots très dures à l’encontre de l’Institut Montaigne, au moment de passer au crible son programme économique. Ce [think-tank a présenté ce mercredi un rapport](#) qui estime que la sortie de l’euro voulue par le FN pourrait entraîner, entre autres, la destruction d’un demi-million d’emplois.

Une expertise rejetée en bloc par Marine Le Pen qui s’en est pris directement aux auteurs du rapport: “Cet institut faisait en 2012 des publicités faisant l’apologie de [Nicolas Sarkozy](#) et est dirigé par le patron d’Axa, [Henry de Castries](#), qui est à l’origine de la destruction de la sécurité sociale proposée par [François Fillon](#), a-t-elle assurée. Quant à son dirigeant, Laurent Bigorgne, c’est un proche d’Emmanuel Macron, qui a hébergé En Marche!”, a attaqué la candidate, qui estime que le retour à une monnaie nationale signifierait plutôt le retour de la “liberté politique et économique” de la France.

LIRE AUSSI >> [Macron: son mouvement, “En Marche!”, intimement lié à l’Institut Montaigne](#)

“Vous allez entendre des choses aussi délirantes que ceux qu’on peut voir là”, a-t-elle lancé à l’adresse des électeurs, dénonçant pêle-mêle, à l’image de l’Institut Montaigne, “tous ceux qui ont quelque chose à perdre dans cette élection”.

http://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/le-pen-a-boulets-rouges-sur-la-justice-macron-bayrou-et-l-institut-montaigne_1881982.html